

# La doxa du Covid (tome 1)

Collectif / Laurent Mucchielli  
Éditions Éolienne, 2022



**Qui a construit la crise du Covid ?** Cela a été l'occasion d'un processus historiquement inédit de contrôle de l'information à l'échelle mondiale. Quatre types d'acteurs y ont des intérêts convergents : 1) les gouvernements occidentaux libéraux, 2) le tandem que forment l'OMS et son grand financeur Bill Gates, 3) les « géants du numérique » qui contrôlent les réseaux sociaux mais aussi et de plus en plus 4) les médias.

« Les questions posées dans cette enquête ne sont pas des questions de virologie, mais des questions de stratégie globale de santé publique, de gestion politico-administrativo-sanitaire d'une crise, de fabrication des connaissances scientifiques, d'interprétation des données statistiques, de trafic d'influence et de corruption organisés par les industries, de traitement médiatique de tout ceci. Autant de questions dont la sociologie peut – et même doit – s'emparer. » (p. 10)

## La doxa et son miroir complotiste

« La **doxa** est, sociologiquement, une norme de pensée qui concourt, à un moment donné à protéger l'ordre social<sup>1</sup>. Elle n'est donc pas simplement le discours dominant. Ou plutôt, si elle l'est, c'est parce qu'elle est avant tout le discours *des* dominants. La doxa prend alors la dimension de ce que Bourdieu appelait une sociodicée, « c'est-à-dire une justification théorique du fait qu'ils sont privilégiés ». Dans le cas qui nous intéresse ici, il s'agit de faire accepter l'idée selon laquelle « ce sont les plus compétents qui gouvernent », qu'ils maîtrisent l'information scientifique et qu'ils se fondent sur « un consensus scientifique » et sur des chiffres « indiscutables ».

La matrice de cette narration que nous appelons « doxa du Covid » peut se résumer de la façon suivante : 1) une pandémie menace soudainement la survie de l'humanité entière, 2) il n'existe aucune thérapeutique pour guérir les malades, 3) il faut confiner la totalité des populations, 4) la délivrance viendra uniquement d'un vaccin. » (p. 13)

Comme la thèse de Mucchielli n'adhère pas à cette doxa, elle a été stigmatisée comme « complotiste ». Ce qui permet de se passer d'une réfutation argumentée.

« Le véritable **complotisme** (ou conspirationnisme) consiste dans la proposition d'interpréter telle ou telle donnée factuelle comme autant de signes d'une histoire méconnue et inéluctable en train d'advenir, d'un complot dissimulé à la vue générale. » (p. 14)

Cette contre-narration emprunte au schéma de la pensée magique (dans le but de détruire les économies, les démocraties ou les populations).

Cette accusation de complotisme est contre-productive. Elle empêche tout débat rationnel et rejette les citoyens hors de l'espace légitime de discussion, et les pousse dans des bras plus irrationnels.

Cela permet aux dominants de s'assurer du « monopole de l'information légitime » (Bourdieu). Dominants qui ont intérêts à cette doxa, mais pas des intérêts cachés, ils sont réels

1 « On voit la contribution décisive qu'apporte à la conservation de l'ordre social ce que Durkheim appelait le « conformisme logique » c'est-à-dire l'orchestration des catégories de perception du monde social qui, étant ajustées aux divisions de l'ordre établi (et par là, aux intérêts de ceux qui le dominent) et communes à tous les esprits structurés conformément à ces structures, s'imposent avec toutes les apparences de la nécessité objective. » Pierre Bourdieu, *La Distinction*, 1979)

et sous nos yeux. Il faut les analyser.

### **Ni l'épidémie, ni la réponse à lui apporter n'ont été véritablement pensées**

Le nouveau coronavirus apparu en décembre 2019 à Wuhan est moins létale que d'autres de la même famille, mais plus virulent (plus contagieux, plus mutant).

Il a été comparé à tort à celui de la grippe espagnole, du choléra, de la peste.

Les gouvernements ont fait peur en annonçant le nombre de morts, et les barres des 10 000, 100 000 morts.

Morts du Covid ou avec le Covid ? Certains statisticiens de l'Insee ont alerté dès avril 2020, mais ils n'ont pas été écoutés. Si on considère à part les morts dues à des comorbidités avec le Covid, on arrive à des surmortalité, dans les pays européens, très légères, et même si on compare les chiffres des morts 'toutes causes confondues' entre différentes années, il n'y a pas de surmortalité significative.

Quant au nombre de cas positifs, cela dépend bien sûr de l'intensité des dépistages.

« La Covid n'a donc concerné fondamentalement que la plupart des pays occidentaux [Europe et Amérique]. Et, au sein de ces pays, elle n'a pas impacté de façon uniforme les territoires ni les populations, bien au contraire. » (p. 19)

En France, surtout Grand-Est et Île-de-France ; et les personnes âgées-(moyenne d'âge entre 83 et 85 ans) et les personnes ayant une comorbidité (dont l'obésité et les maladies cardiaques et respiratoires).

*Remarque : Mucchielli oublie ici les classes populaires, moins protégées (déserts médicaux, premières de corvée, logements exigus, etc).*

Dès la fin mars 2020, plusieurs constats sont faits : un dépistage précoce permet de repérer et isoler les malades et éteindre l'épidémie, les hôpitaux (dans tous les pays) sont en surcharge dès l'hiver (fermeture des lits), les malades peu graves doivent être soignés par les médecins de ville, les hôpitaux sont des lieux de propagation des virus, donc il leur faut des moyens d'hygiène nombreux, une pénurie des appareils d'oxygénation a coûté de nombreuses vies.

Il aurait fallu très tôt :

- des gestes barrières et matériel de protection (masques, surblouses) pour les personnes vulnérables et les soignants
- des tests de dépistages précoces
- donner les moyens aux médecins de ville de soigner
- avoir des appareils d'oxygénation en quantité

Les seules réponses ont été les confinements et la campagne de vaccination quasi intégrale de la population.

Vaccinations, ou plutôt « thérapies géniques » sont incapables d'endiguer l'épidémie puisque les virus mutent, ont une efficacité plus faible que l'immunité naturelle face aux cas graves, et provoquent des effets secondaires graves, et pourtant niés.

### **La pseudo maîtrise du virus : le confinement (p.24)**

« la réalité est pourtant que l'épidémie avait commencé avant le confinement et que ce dernier ne l'a nullement fait disparaître et probablement même pas ralenti, les maximum de décès des personnes fragiles ayant eu lieu durant la première quinzaine du mois d'avril (2020). Quelque mois plus tard, la publication d'une étude s'intéressant à l'impact des couvre-feux et du second confinement ne sera pas médiatisée. Il est vrai qu'elle montrait que la courbe du nombre de contaminations quotidiennes s'était inversée avant l'entrée en vigueur de ces mesures politiques. » (p. 25)

D'ailleurs, les pays qui ont confiné sévèrement (Pérou, Argentine) ont connu des épidémies très importantes.

Mais les impacts négatifs de ces confinements à répétition sont importantes : déprogrammations de soins ou hésitations des malades à se faire soigner. Impacts psychologiques : stress, dépression, suicides chez les jeunes et « glissement » chez les vieux. Augmentation des difficultés solaires à tous les niveaux.

Augmentation des chômeurs et précaires, de la pauvreté, malgré l'avalanche des aides surtout à destination du patronat.

Endettement majeur, futur prétexte à serrer la vis.

Dysfonctionnement des institutions : état d'urgence sanitaire, fonctionnement à minima du parlement et à maxima de la police.

### **Abandon des malades (p. 28)**

les consignes du gouvernement : je suis malade, je dois rester chez moi ; je peux prendre du paracétamol ; je peux appeler mon médecin ; ou le 15.

« Une telle attitude (refus de prescrire des antibiotiques, réservé à l'hôpital) constitue un refus dogmatique de prendre en charge et de soigner. » (p. 29)

Les antibiotiques n'ont pas d'action anti-virale, mais une action anti-bactérienne et anti-inflammatoire.

Seul l'IHU de Marseille prescrit un antiviral (Plaquémil) et un antibiotique (Zithromax), avec un pourcentage de mort très bas (0,06 % sur 10 500 malades), la moyenne nationale à la même époque était de 1,6 %.

Laisser les malades sans soin, chez eux, et accepter les malades une fois en détresse respiratoire à l'hôpital a provoqué un grand nombre de morts.

Des médecins qui passent outre et prescrivent les mêmes antibiotiques que pour les maladies respiratoires, avec succès, sont la cible de menaces de l'Ordre des médecins et d'insultes sur les réseaux sociaux. Dès la fin du mois de mars, le nombre des consultations des médecins de ville s'écroule.

Cette interdiction de prescrire en ville est la faute la plus lourde de conséquences : les malades qui auraient pu être sauvés si soignés précocement (cf. IHU Marseille ou d'autres médecins en ville), ont été admis à l'hôpital en état désespéré.

De plus un décret du 28/03/20 autorise la prescription en EHPAD du Rivotril (antiépileptique déconseillé chez les vieux et les insuffisants cardiaques et respiratoires) : serait-ce une euthanasie silencieuse ? (p. 32)

Ne peut-on pas parler de non-assistance à personne en danger ?

Les gouvernants n'ont même pas recommandé de prendre de la vitamine D (qui stimule le système immunitaire).

Comprendre ce nihilisme thérapeutique :

- diversion médiatique de la polémique Raoult et hydroxychloroquine
- influence corruptrice des industries pharmaceutique : discréditer les médicaments bon marché pour promouvoir des médicaments sous brevets (Remdesivir) puis les vaccins.

### **Postures guerrières, mesures liberticides et fiasco bureaucratique (p. 34)**

En Europe, les pays scandinaves n'ont pas confiné mais ont fait de simples recommandations.

- 19/02/20 : envoi de 17 tonnes de masques, surblouses, gants, gel à Wuhan

- 06/03/20 Philippe déclare « notre système de santé a les moyens de faire face »

NB : en mai 2019, Santé Publique France réclame, dans un rapport, la constitution d'un stock d'un milliard de masques, pour faire face à une future pandémie.

- 12/03/20 : Macron déclare que les élections municipales peuvent avoir lieu, car le virus est sans danger sauf pour les personnes âgées et atteintes de comorbidité.

- 16/03/20 : annonce du confinement strict. « Nous sommes en guerre ».

- 20/03/20 État d'urgence sanitaire, voté par l'unanimité des députés.

### **Peur, infantilisation et culpabilisation.**

Chaque soir : cérémonie médiatique du nombre de morts de la journée.  
Applaudissement des soignants, chaque soir, alors qu'ils étaient en grève depuis 2 ans.  
Menace d'une prochaine vague si les Français se montrent indisciplinés.  
Or les virus ont leurs cycle d'apparition, propagation, mutation, avant d'être supplantés par d'autres virus.

Cela a entraîné souffrance et stress inutiles dans la population.

« On ne pouvait pas faire mieux » ; « Les autres pays en ont fait autant (ou même pire) »

La France a été un des pays les plus restrictifs en matière de libertés privées ou publiques (enterrement, cérémonies religieuses et sportives, commerces, lieux culturels, bars, etc.)

C'est le seul pays à avoir mis en place une auto-autorisation de sortie dérogatoire (1h, 1km) pour faire ses courses, aller au travail, accompagner un malade, faire pisser Mirza..., 135€ d'amende, puis 1 500€ et enfin 6 mois de prison en cas de récidive.

En un an, (avril 2021) il y eut 2,2 millions de contraventions ! Surtout sur des populations ciblées (depuis longtemps), souvent excès de zèle, voire de manière illégale ou absurde (sur SDF). Source LDH, Syndicat de la magistrature.

Mise en place d'une machine d'État à la frénésie bureaucratique : les règles publiques ont changé 38 fois entre octobre 20 et avril 21 ; les masques ont été soudain réglementés dans les plus infimes détails en fonction de leur usage et lieux, ou les décrets stipulant quels produits étaient qualifiés de non-essentiels...

Aucun plan prévu depuis 20 ans en cas de pandémie ne fut appliqué. Les mesures de confinements furent décrétées en imitation des voisins.

Le conseil scientifique covid 19 fut créé pour passer outre les structures sanitaires existantes, alors que ces dernières furent d'une soumission au pouvoir exemplaire.

### **Manipulation de la science et dérive autoritaire du pouvoir exécutif. (p. 42)**

Dérive du régime présidentiel, mis en place par et pour De Gaulle, vers un régime autoritaire, centralisateur (Paris Vs province) et bureaucratique (préfets, ARS).

ex : le 12/03 : Blanquer annonce que les écoles ne seront pas fermées. Le soir même Macron annonce l'inverse.

Dès le début, les instances administratives furent mises au pas, et le pouvoir de décision fut concentré dans les mains d'un groupe d'experts, au nom de la Science.

Sur la prédiction (issu de modélisations mathématiques) de plusieurs centaines de milliers de morts et de plusieurs vagues dangereuses, le conseil scientifique préconise un confinement visant à réduire de 60 % les contacts entre individus, d'autant que le dépistage à grand échelle n'était pas réalisable, à l'époque.

Ce sont ces prédictions (500 000 morts) qui justifient les confinements successifs et les reconductions successives de l'état d'urgence sanitaire (jusqu'en juillet 22), avec la complicité des députés largement absentéistes.

### **L'alternative venue de Marseille : Raoult et IHU (p. 47)**

le conseil scientifique a 11 membres, 8 sont de la même équipe, « une bande de copains » dira Raoult qui le quittera après une réunion. Il est sommé de justifier scientifiquement les décisions politiques (confinement, élections municipales...)

Raoult estimera que le conseil scientifique est sous l'influence de Yazdanpanah, qui promeut le Remdesivir, ce qui pose un problème de conflit d'intérêts.

L'affaire Raoult et celle de la toxicité de l'HCQ est un écran de fumée.

- sectarisme : Raoult est catalogué à droite (amis politiques locaux qui ont financé l'IHU). L'HCQ a été encensé par Trump et Bolsonaro, donc politisé en France, et rejeté par les médias. Raoult a choisi le financement public de cet institut de pointe et non le financement privé. Du coup, il n'est pas à la solde des industriels, mais copains avec des politiques...

Par ailleurs, Raoult ne veut pas de traitements industriels qui ne gère que les conséquences des maladies sans les soigner (pas de nouvelles molécules), et cherche à repositionner les molécules existantes (HCQ) pour de nouvelles thérapeutiques.

- discrédit du traitement de l'IHU : Test PCR, puis bithérapie précoce pour réduire l'attaque virale et les risques inflammatoires dus à la réponse immunitaire. L'essai comparatif Discovery a été interrompu avant la fin de la procédure, Recovery n'applique pas les doses prescrites par l'IHU, d'autres essais sont appliqués en phase avancée et non initiale. Ces comparaisons sont donc neutralisées.

Pour laisser la place au Remdesivir, médicament pouvant rapporter beaucoup au laboratoire Gilead. Que les commentateurs n'aient pas relevé ce fait, ni les conflits d'intérêts des principaux acteurs « laisse pantois ».

- désinformation sur la prétendue toxicité de l'HCQ : une étude à charge est réalisée par des scientifiques ayant des conflits d'intérêts avec l'industrie pharmaceutique. Un article du *Lancet* (mai 20) reprise par de nombreux médias et le ministre Véran, se révèle être une fraude du fait de la corruption des labos.

### **Une stratégie sanitaire hospitalo-centrée aux conséquences dramatiques (p. 59)**

« La « stratégie » thérapeutique du gouvernement à consister à exclure les médecins généralistes en leur disant de se contenter de donner du paracétamol aux malades, et à ces derniers d'appeler le SAMU en cas de détresse respiratoire afin d'être hospitalisés. C'est donc une stratégie visant à faire reposer toute la charge et toute la pression de la gestion de l'épidémie sur l'hôpital public. » (p. 59)

Dans le même temps, le gouvernement disait redouter un encombrement des services hospitaliers. C'est incohérent, d'autant qu'il y a en France 105 000 généralistes en ville, et 140 000 infirmières libérales.

Les gouvernements ont voulu faire gérer la pandémie par une institution sous leurs ordres. C'est une faute lourde de conséquences pour 3 raisons :

- Les hôpitaux publics subissent une politique de dégradation depuis 40 ans :
  - T2A (Castex) 2007
  - 160 000 lits à temps complets ont été fermés de 1990 à 2017
- Les médecins de ville ont toujours constitué la première barrière défensive en cas d'épidémie
  - instauration d'un numerus clausus en 1971,
  - déserts médicaux, et accès inégaux, socialement, aux soins
  - pression sur les services d'urgence (en grèves longues depuis au moins deux ans)
- Les autres soins (cancers, chirurgie) ont été déprogrammés, d'où une aggravation de l'état de santé et une « perte de chances » de ces malades.

- *enfin* : les malades arrivent très (trop ?) tard à l'hôpital, la mortalité est donc plus élevée.  
- et encore : le covid est devenue la première maladie nosocomiale, en 2020 ; pour les patients et pour les soignant-es.

« En clair, les gouvernements ne cessent de s'inquiéter d'une saturation d'un hôpital public qu'ils ont eux-mêmes organisée et prétendent en retour que les responsables de cette saturation sont les malades ou le mauvais comportement des citoyens. Incompétence ou cynisme ? On ne saurait le dire. » (p. 61)

Si on regarde le Plan National de lutte contre une pandémie grippale de 2011, il est fait mention de l'utilité de tous les personnels de santé (y compris sur le terrain), de dépistage précoce et de soins ciblés, de fermeture temporaire de certains lieux publics, tout en maintenant les activités économiques au maximum. Mais pas de confinement généralisé, parfois des recommandations, mais jamais de surveillance policière ni de sanctions pénales.

Le président a opté pour une position guerrière, gérant la population sous la contrainte, la menant par une stratégie suicidaire à une défaite. Il aurait fallu aussi enrôler les cliniques

privées, les vétérinaires (pour fabriquer des tests), les pompiers (pour analyser les eaux usées), utiliser IHU de Marseille qui a été conçu pour ça avec de l'argent public. Et il a récidivé pour les deuxième et troisième confinements, et les couvre-feux.

« Une caricature de gestion bureaucratique, centralisée et autoritariste, déconnectée des réalités du terrain, dissimulant son archaïsme conceptuel derrière une survalorisation des technologies modernes. » (p. 65)

### **Une OMS devenue dépendante du philanthrocapitalisme et des industries (p. 66)**

The Lancet, sept 2020 : « Il n'y a jamais eu de pandémie au sens d'une menace virale pesant indistinctement sur l'ensemble des être humains, mais une épidémie menaçant certaines catégories de la population déjà considérablement fragilisées par leurs conditions de vie sociale très dégradées et/ou par leurs maladies antérieures. » « Quelque soit l'efficacité d'un traitement ou la protection d'un vaccin, la recherche d'une solution purement biomédicale au Covid-19 est vouée à l'échec » (p. 66)

L'OMS commence par créer la panique : « Ce coronavirus présente une menace sans précédent.[...] C'est un ennemi de l'humanité . » (mars 20) Puis l'OMS déclare : « l'accès mondial et équitable au vaccin constitue l'unique moyen d'atténuer l'impact en santé publique et au niveau économique », en lançant le projet COVAX, en partenariat avec la GAVI (créée par Bill Gates avec un capital de 750 millions de \$, avec pour objectif : 2 milliards de vaccinés avant fin 2021.

Parallèlement, L'OMS lance une stratégie de contrôle de l'information via les GAFAM qui sont chargés (Conférence de Munich sur la sécurité) d'enrayer la propagation des fausses informations et des rumeurs. L'OMS embauche des influenceurs sur les réseaux sociaux pour propager les bonnes informations, un accord avec Google pour que les infos sur le covid émanant de l'OMS soient placées en premier.

### **Evolution de l'OMS depuis les années 1980.**

Son souci était de valoriser les médicaments génériques. Du coup, les USA réduisent leur financement. Ce qui provoque une grave crise financière ; c'est la Banque Mondiale qui prend la main, avec engagement croissant des industries pharmaceutiques et des fondations américaines (privées). Peu à peu, le principal financeur privé (445 millions de \$ en 2019, dons défiscalisés) fut la fondation Bill Gates (dont un des satellites est la GAVI (*Global Alliance for vaccines et immunization*)). Cette fondation est le leader mondial du philanthrocapitalisme.

Entre autres, Bill Gates finance de nombreux médias de par le monde, dont *Le Monde* (2,13 millions de \$ en 2019). La fondation Gates investit massivement dans la recherches de vaccins (Sida, paludisme...), en liaison avec l'Institut Pasteur et des universités, dans de nombreux pays, surtout en Afrique.

L'objectif : sauver la planète en vendant des vaccins. Colonialisme pas mort.

### **Grand projet de vaccination de toute l'humanité (p. 72)**

Le choc du Covid constitue l'occasion rêvée de déployer le programme de vaccination mondiale. Un premier épisode fut la menace bioterroriste de l'anthrax (2000), un deuxième fut la grippe aviaire H5N1, avec l'achat massif à Gilead du vaccin Tamiflu.

Bill Gates finance (par dons défiscalisés) de nombreuses fondations qui font des dons à l'OMS. Avec tous ces financements amalgamés, Gates est le premier financeur de l'OMS, devant les USA et la Grande-Bretagne.

En octobre 2019, Gates organise une simulation d'une pandémie pour éprouver la coopération public-privé (source de juteux profits). Y participent les industriels de Davos, les groupes de presse, un dirigeant de la CIA, des dirigeants des grandes fondations américaines.

Ainsi préparé, en février 2020, il aligne 125 millions de \$ aux industries pharmaceutiques pour accélérer la recherche de vaccins.

### **L'emprise des industries pharmaceutiques et du nouveau capitalisme financier**

**(p. 78)**

« La recherche du profit amène les industriels à déployer plus que jamais une stratégie de trafic d'influence qui se trouve considérablement facilitée par l'évolution néo-libérale des modes de gouvernance occidentaux. Ces derniers se caractérisent en effet pas un effacement des frontières entre intérêts publics et intérêts privés et se traduisent concrètement par la circulation permanente des élites entre ces deux mondes. C'est ce qu'on appelle le « pantouflage ». » (p. 78)

De hauts fonctionnaires se retrouvent dans des conseils d'administration de grands groupes, tirant profit d'un démantèlement des services publics qu'ils ont contribué à organiser.

Sous Macron, ce n'est pas l'alternance entre ces deux mondes, mais la simultanéité qui est de mise pour ces hauts personnages.

L'industrie pharmaceutique pèse 1 200 milliards de \$ en 2019. C'est l'industrie la plus rentable du moment (devant le pétrole, les banques et les GAFAM). Avec les mêmes interconnexions, rachats d'entreprises, délocalisations à l'occasion, évasions fiscales, détournement des aides publiques que les autres consortiums. Ces entreprises sont cotées en bourse et pratiquent la spéculation. Elles ont reversé 1 000 milliards de \$ de dividendes ces 10 dernières années. C'est un des acteurs économiques les plus puissants de la planète.

Les labos financent en grande partie les recherches sur les médicaments et les vaccins. Leur méthode évolue vers une modélisation mathématique et statistique plus que vers des recherches de terrain. Ce qui donne l'illusion d'être infalsifiables. Ils financent des séminaires, des voyages, des colloques internationaux.

Ils vont jusqu'à faire des études dans leurs propres labos et font signer les articles de noms prestigieux. C'est de la « corruption systémique ». C'est pourquoi une grande partie de la littérature scientifique (la moitié ?) est tout simplement fautive. On ne peut plus se fier aux signatures. Les scientifiques construisent les données pour les adapter à leur théorie. (The Lancet, New England Journal of Medicine).

Le contrôle de l'information passe aussi par la mainmise des labos sur la formation continue obligatoire des médecins, par un intense lobbying en direction des élus de haut niveau, des instances internationales de santé, et aussi en direction des parlementaires, des médias, des académies et sociétés savantes. Ce lobbying est de l'ordre de plusieurs dizaines de millions de \$ par an pour les grands labos. Sans oublier les cadeaux aux médecins (245 millions d'euros entre 2012 et 2014, en France).

### **De Remdesivir aux thérapies géniques : marketing, corruption et spéculation boursière (p. 85)**

Les groupes d'industrie pharmaceutique génèrent des milliards de chiffres d'affaires.

« Nous sommes bien là au cœur du capitalisme financier actuel (c'est-à-dire celui qui est entièrement dominé par les banques et autres fonds d'investissement contrôlant l'actionnariat des grandes entreprises et ayant pour logique fondamentale la maximisation de la valeur pour l'actionnaire, indépendamment de tout autre objectif), et de sa domination américaine. » (p. 85)

Les prix des médicaments ne dépendent pas du coût de fabrication mais de la solvabilité du pays. Ainsi Gilead a facturé le Solvadi, un traitement contre l'hépatite C à la France 41 000€, alors que son coût de fabrication revenait entre 100 et 200 €. En trois ans, avec ce médicament, il engrangea 44 milliards de \$ de profits nets.

Gilead a essayé de récidiver avec le Remdesivir, qui avait échoué contre Ebola. Lobbying aidant, l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament autorise sa mise sur le marché, AMM qu'elle refusera à l'HCQ, médicament générique, donc à bas coût de fabrication. L'histoire se répétera avec l'ivermectine, molécule elle aussi générique.

Devant l'accumulation des preuves de l'inefficacité et même de la toxicité du Remdesivir, l'OMS fait volt-face. Gilead aura vendu à l'UE pour 1,2 milliard d'€. L'UE le fourguera « généreusement » aux pays pauvres...

Quant à l'EMA, agence européenne du médicament, qui n'a aucun pouvoir mais donne son avis sur tout, elle est financée à 85 % non par l'UE mais par les industriels... (par le biais de redevance pour chaque médicament mis sur le marché). C'est donc une institution pour le moins sujette aux conflits d'intérêts. Un des directeurs (pendant 10 ans) a été recruté par une firme de lobbying au lendemain de la fin de son mandat, comme « influenceur de premier plan ». (p. 89)

L'actuelle directrice de l'EMA a commencé dans l'industrie pharmaceutique, puis a rejoint un lobby, puis à la commission européenne, puis à l'OMS et maintenant à l'EMA. Et demain ?

Van der Leyen, présidente de la commission européenne, a un fils chez McKinsey, cabinet conseil de Macron entre autres, et un mari directeur d'une entreprise de biotechnologie s'orientant vers les thérapies géniques, et qui fut en communication permanente avec le PDG de Pfizer jusqu'à ce que l'UE achète 1,8 milliards de dose de vaccins jusqu'en 2023.

Pfizer est l'industriel pharmaceutique le plus lourdement condamné pour malversation. Mais vu l'enrichissement faramineux de la boîte, les amendes ne lui font pas peur. Il prévoit 36 milliards de \$ de recettes annuelles pour son vaccin anti-covid.

Les autres labos leaders dans la crise covid ne sont pas plus propres. Tous pratiquent la spéculation en Bourse et l'évasion fiscale des bénéficiaires. Et c'est ces entreprises délinquantes que les experts nous enjoignent de respecter.

### **Le viol des foules par la propagande politique (p. 94)**

A noter la part active des médias et des gouvernements occidentaux dans cette « narration » :

- dramatisation permanente de la menace
- affirmation de l'absence de traitement médical
- affirmation de la nécessité et de l'efficacité des mesures liberticides
- attente de la délivrance par la vaccination intégrale de la population.

Tous les ministres, le président (présent au sommet mondial GAVI de juin 2020) montent au créneau pour asséner que la seule issue est le vaccin, tous les vaccins dont les premiers résultats montrent qu'ils sont d'une « efficacité remarquable » (Olivier Veran). Parallèlement, ceux qui contestent cette propagande sont ostracisés.

« Cela passe par un projet immense mais indispensable et désormais à notre portée : vacciner le monde. » (E. Macron, 12/07/2021), projet qui n'est autre que celui de Bill Gates, via sa fondation GAVI...

Le pouvoir utilise des armes, décryptées de longue date : le mensonge dissimulé derrière des demi-vérités, le parjure, le *nudge*. (manière de faire croire à quelqu'un qu'il a voulu les actes qu'on a déjà décidé pour lui), publicité et propagande (le public constitue un obstacle pour les gouvernants, il faut donc façonner son opinion).

Les médias s'appuient sur des experts (listés par le gouvernement) pour susciter la peur du haut de leur autorité sociale.

Autre méthode : le choix truqué : on met le public devant un choix entre une option inacceptable et qui sera rejeté, et une autre option peu désirée mais qui apparaît comme inéluctable pour être sauvé. Ainsi le public se sent impliqué dans son choix. Le leader saura apprécier l'altruisme de ses « ouailles » qui savent sacrifier quelques libertés pour garantir la sécurité de tous. (p. 99)

Autre méthode : la grenouille dans son eau chaude : les gouvernants n'ont cessé de jurer que les mesures craintes ne sont pas à l'ordre du jour, puis qu'elles ne dureront qu'un temps, ou ne concernent qu'une petite partie de la population.

### **Médias et réseaux sociaux : vecteurs majeurs dans la propagande politico-industrielle (p. 100)**

Les médias, même critiques, ont fait preuve d'une servilité étonnante, donnant à tous les aspects de la doxa une force inédite. Ce mécanisme fut amplifié par les réseaux sociaux.

Les raisons ?

- dépendance quasi-totale des journalistes envers les sources gouvernementales qui leur facilitent le boulot. Le gouvernement a donné, dès le début de la crise, le nom des experts par spécialité à inviter.

- incapacité à engager des investigations longues et coûteuses. Le journalisme *low cost* se fait devant un ordinateur et un téléphone. Pour occulter ce fait, une nouvelle rubrique est lancée : le fact checking : au départ, pour vérifier la fiabilité des propos des politiciens, il se transforme en fabrique du conformisme excluant toute voie dissidente du débat public.

- perte de l'indépendance financière des médias (financement par les entreprises possédant ou non les titres) et subventions des États (6 millions pour Libé, 5 millions pour le

Figaro et le Monde, 3,3 millions pour l'Humanité, etc.), plus aides exceptionnelles (1/2 milliard) pour le plan relance d'après Covid.

- censure sur les réseaux sociaux : Youtube, Facebook and Co, qui doivent « lutter contre toute production d'information susceptible de troubler l'ordre public », en période électorale (loi décembre 2018), permettant les manipulation en temps de Covid.

« La crise Covid a ainsi donné lieu à un processus international de normalisation éditoriale visant à assurer ce que Bourdieu appelait « le monopole de l'information légitime ». » (p. 105)

### **Une tristesse et une forte inquiétude devant le conformisme et la soumission (p. 106)**

Mention pour les soignant-es, qui ont été maltraité-es du début à la fin (recevant des malades en état grave, ou interdits de prescrire des traitements en ville, sollicité-es pour la vaccination Astra Zeneca en février 2021, retiré un mois et demi plus tard dans d'autres pays, puis obligation de vaccination en sept 2021 sous peine de suspension de salaire). Ce sont les victimes du pouvoir politique qui a géré l'épidémie.

« Notre tristesse personnelle est ailleurs. Elle réside dans le fait que, parmi les intellectuels sensés en avoir la préoccupation et les moyens, nous avons été si peu nombreux à nous montrer capables de nous émanciper de la propagande politico-médiatique, et encore moins nombreux à avoir le courage de l'assumer publiquement. La tristesse se mue alors en inquiétude majeure pour l'avenir. » (p. 106)

Le conformisme : accepter les jugements d'autrui pour ne pas passer pour un déviant et subir la réprobation ou l'ostracisation.

La soumission à une autorité scientifique (Milgram).

L'humain est un animal dépendant et imitateur de ses semblables.

L'intellect est sous la domination des émotions (les religions en ont largement joué).

Nombre de comportements pendant le Covid ont reproduit ces superstitions (port du masque, vaccins) et ostracisation des réticents par les autorités (cf. les pestiférés).

Alors la démocratie (idéal égalitariste et participatif se déclinant dans un projet de société et dans des modes de gouvernance) est en grand danger pour les décennies à venir. (p. 108)

### **L'avenir de la démocratie en question (p. 109)**

Le pouvoir a moralisé un problème de santé publique (le relâchement coupable des citoyens). En réalité il n'y a pas de corrélation entre la sévérité (ou non) des mesures imposées et les dégâts de la pandémie.

Mucchielli pose une corrélation (pas une causalité) entre les pays nordiques, les « plus démocratiques » qui ont eu moins de décès, les pays autoritaires (ex bloc de l'Est) qui ont eu les pires taux de mortalité, et les plus confinés de l'Ouest qui se trouvent au milieu du classement.

Ce qui a été le plus dégradé : la profession de journaliste, comme contre-pouvoir des autorités (maintenant surveillant les dissidents et les discréditant), et les parlementaires (qui ont voté l'état d'urgence sanitaire).

Et la constitution d'un Conseil de défense dont on ne connaît ni la composition ni les délibérations qui entoure le président. C'est un coup d'état sanitaire. Le président ne gouverne pas, mais soumet.

Mise en place de moyens de surveillances nouveaux, parfois illégaux (surveillance des déplacements de masse par les opérateurs de téléphonie, drones survolant les rues, détecteurs de masques dans le métro, détecteurs de température dans des gares et aéroports. Mise en place de l'appli de traçage « stop Covid ».

Privatisation des stockages des données médicales (dont les résultats des tests).

Imposition de vaccination obligatoire pour certaines professions sous peine de suspension de salaire, imposition d'un pass sanitaire discriminant.

Ce qui est « confondant », c'est l'absence de réaction des institutions (à part la défenseure des Droits, timidement et tardivement). La CNIL rappellera que le gouvernement n'a jamais fourni de preuves de l'efficacité de ces mesures.

Il est inquiétant de voir des sénateurs fournir un rapport demandant plus de mesures numériques, les plus intrusives pour qu'elles soient efficaces. « Si une dictature peut sauver des vies... »

Rappel du livre de Mucchielli sur la vidéosurveillance : s'il y a de plus en plus de caméras, ce n'est pas qu'elles sont efficaces, mais qu'il y a des intérêts bien compris en jeu.

Nous nous rapprochons de la Chine, où le sanitaire n'est que le prolongement du sécuritaire.

### **Sortir de la peur, penser l'avenir de la santé publique (p. 114)**

« La peur de la mort a empêché à la fois de faire les bons diagnostics et de prendre les bonnes décisions. » (p. 114). Peur religieuse de la mort et croyance magique du salut vaccinal.

Le covid est d'abord fondamentalement une « maladie gériatrique. » (p. 114) L'âge moyen de décès attribués au Covid est de 81 ans, l'âge médian de 84 ans (chiffres de Santé Publique France). L'espérance de vie moyenne en France était avant la crise de 85,7 ans pour les femmes, de 79,8 ans pour les hommes.

Le Covid, traité précocement, n'aurait même pas provoqué une surmortalité significative, puisque les générations qui arrivent en fin de vie sont les baby-boomers, plus nombreux que les générations précédentes (le nombre de mort en chiffres absolus augmentent ces dernières années).

Cette peur de la mort peut facilement dévier vers le « transhumanisme », la croyance que la science permettrait une vie indéfiniment prolongée. Où on retrouve Musk, Gates, Bezos, Zuckerberg. Une idéologie qui est mise en avant par les puissances d'argent, celles qui financent et donc influencent les recherches scientifiques.

Pour résoudre les problèmes dues aux maladies virales, entre autres, il faut garder à l'idée que ces pathologies émergent dans un contexte déjà pathogène, « fabriqué par des formes d'organisation économique et des modes de vie sociale qui caractérisent la civilisation capitaliste occidentale devenant progressivement mondiale . » (p. 118)

Le Covid a tué moins que le tabagisme ou les maladies dues aux pollutions.

Le grand âge, l'obésité (3 millions de décès annuels dans le monde), forment ce terrain physiologique fortement dégradé sur lequel se développent les maladies émergentes.

Sans parler des dévastations écologiques, des élevages industriels, des accidents industriels et en laboratoire, etc.

« Dans le cas présent, il est probable que nous soyons victimes d'apprentis-sorciers qui jouent de façon irresponsable avec la source même de la vie (le génome humain) et ce, tant dans la manipulation des virus que dans la fabrication de thérapies géniques, improprement appelés « vaccins ». Il y a urgence à préserver les populations de ces manipulations du vivant qui, outre leur dangerosité intrinsèque, détourne le regard des véritables enjeux de santé publique. Ces derniers tenant avant tout à nos modes de vie, que nous imposent les élites économiques et politiques gouvernant le monde actuel. » (p.121)

### **A l'heure du capitalisme triomphant (p. 122)**

« Toute notre enquête montre à sa manière combien les enjeux sanitaires dépendent d'enjeux environnementaux, qui dépendent eux-mêmes d'enjeux économiques et sociaux ». (p. 123)

Et on en arrive à Bill Gates qui se glorifie de vouloir sauver le monde par la vaccination obligatoire quand une grande majorité ne mange pas à sa faim, n'a pas accès à de l'eau potable, un logement et des conditions de vie décentes. Les gouvernements témoignent par des magnifiques *power points* qu'ils font de valeureux efforts, alors qu'ils sont mariés avec l'industrie.

*Actualisation, Le Monde Diplomatique titre un de ses articles « Quand la Fondation Gates sème la faim ». Par l'intermédiaire d'une autre filiale, l'AGRA (Alliance pour une Révolution Verte en Afrique), Gates promeut un choix productiviste, à base d'engrais et de semences améliorées. Ce qui*

*permet de fabuleux profits sans pour autant accroître la productivité du secteur agro-industriel. Mais en fait compromet de plus en plus tout espoir de souveraineté alimentaire pour la population africaine.*

« Ce livre espère aider à reprendre ses esprits et relever la tête, car les menaces qui pèsent sur la démocratie et sur l'ensemble des écosystèmes de notre planète sont plus fortes que jamais. » (124)